



SÉANCE DU 5 MARS 2020

Présents : Monsieur Emmanuel HANON, Président ; Mesdames Joëlle BAYLE LASSERRE, Madeleine BERGEZ-CASALOU, Pierrette DOMBLIDES, Maïté DUFOURCQ , Nathalie FABRE, Gisèle FOURQUET, Geneviève GUICHEMERRE, Messieurs Bernard DEFRANCE, Jean-Louis GROUSSET, Jacques LABORDE, Guy PIOVESANA, Michel POUQUET, Christian WILLS.

Absents excusés : Madame Marie-France PAQUIER ; Messieurs Stéphane PINARD, Bernard ROUMILLY.

Ont donné pouvoir : Monsieur Bernard ROUMILLY à Madame Nathalie FABRE.

20-03 PARTICIPATION À L'APPEL D'OFFRES POUR LE CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE LANCÉ PAR LE CDG64

Le Président expose les éléments suivants :

Les collectivités locales et établissements publics doivent verser obligatoirement aux agents les traitements et ou frais médicaux en cas d'accident du travail, des indemnités journalières en cas de maladie et de maternité, un capital en cas de décès...

Les collectivités peuvent s'assurer contre ces risques dits « statutaires » pour le personnel territorial par le biais de contrats d'assurance.

Conformément aux dispositions de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les centres de gestion peuvent proposer des contrats-groupe d'assurance dit statutaire garantissant les collectivités territoriales et les établissements publics adhérents contre les risques financiers découlant de leurs obligations statutaires (en cas de décès, d'accident du travail, de maladie professionnelle, de congé de longue maladie, de congé de longue durée, de maladie ordinaire, maternité...).

Outre le respect des règles de la commande publique, cette démarche collective permet une mutualisation des risques et d'obtenir ainsi des taux et garanties financières attractifs.

Le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques envisage de renouveler ces contrats-groupe après une procédure de mise en concurrence.

Dans ces conditions, le CCAS d'Orthez, soumis à l'obligation de mise en concurrence de ses contrats d'assurance, est intéressé pour se joindre à la procédure de mise en concurrence effectuée par le CDG 64.

Le mandat donné au Centre de Gestion par la présente délibération permet au CCAS d'Orthez d'éviter de conduire sa propre consultation d'assurance et permet au CDG 64 de négocier, pour son compte, des contrats-groupe d'assurance statutaire auprès d'entreprises d'assurance agréée.

Le Président précise qu'au vu de la consultation, la décision définitive d'adhésion aux contrats fera l'objet d'une nouvelle délibération, après communication des taux et conditions obtenus par le CDG 64.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26,

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de confier au CDG 64 le soin de lancer une procédure de consultation, en vue, le cas échéant, de souscrire pour son compte des contrats-groupe d'assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée.

Ces contrats-groupe devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

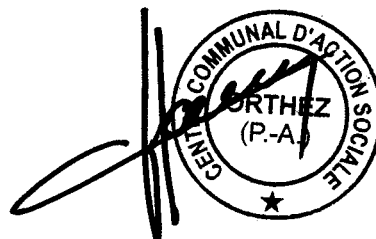
→ pour les fonctionnaires affiliés à la CNRACL : décès, accident du travail / maladie professionnelle, maladie ordinaire, longue maladie / longue durée, maternité / paternité / adoption...

→ pour les agents relevant du régime général et affiliés à l'IRCANTEC : accident du travail / maladie professionnelle, grave maladie, maternité / paternité / adoption, maladie ordinaire...

La décision éventuelle d'adhérer aux contrats-groupe proposés fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Ainsi fait et délibéré à Orthez,
Le 5 Mars 2020

Affiché au CCAS le :



Le Maire d'Orthez
Président du CCAS
Emmanuel HANON